

ÉDITO

La nouvelle Arabie : Eldorado pour les entreprises françaises

Par Amélia Lakrafi



Amélia LAKRAFI est députée de la 10ème circonscription des Français établis hors de France regroupant 49 pays de l'Afrique australe, centrale, orientale et du Moyen- Orient. Issue de la société civile et entrepreneure dans l'âme, elle a à son actif la création et la direction de plusieurs entreprises dans le domaine de la cybersécurité notamment. Diplômée en 2015 de l'Institut National des Hautes Études de Sécurité et de Justice (INHESJ) à l'Ecole Militaire, elle devient experte en intelligence économique, sécurité et sûreté des entreprises. Elle est élue en 2017 députée de la 10ème circonscription des Français établis hors de France. Réélue en juin 2022, elle devient présidente du groupe d'amitié parlementaire France-Arabie saoudite.

Le 31 octobre dernier, Bertrand Besancenot, senior advisor au sein d'ESL & Rivington, a co-organisé avec la présidente du groupe d'amitié France-Arabie Saoudite, Amélia Lakrafi, une matinale autour du thème du marché de la Santé en Arabie Saoudite. Son Excellence Fahad Al Ruwaili, Ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en France, a ouvert cette matinale, suivi des interventions de madame la députée ; Bertrand Besancenot ; le docteur Mohamed Ben Laden, Président du Conseil d'Affaires Franco-Saoudien ; Jean-Paul Scheuer, General Manager à Sanofi Genzyme and MCO Lead, Gulf & KSA ; et Benoît Tamalet, senior advisor chez ESL & Rivington.

La circonscription dont je suis l'élue depuis 2017 comprend 49 pays dont la quasi totalité du Moyen-Orient. J'y effectue de nombreux déplacements afin de rencontrer les Français de la circonscription mais aussi afin de favoriser les intérêts de la France dans les domaines culturels, économiques, diplomatiques. Ce mandat que j'exerce est donc un excellent poste d'observation pour assister à la montée en puissance d'un pays comme l'Arabie

saoudite, dont l'image s'est totalement métamorphosée en 5 ans. Si ce pays de plus de 30 millions d'habitants a toujours été un « poids lourd » du Moyen-Orient et la région du Golfe, nous assistons en effet à une transformation majeure du Royaume saoudien. Cette dernière est en grande partie impulsée par la Vision 2030 du Prince héritier et la volonté de faire de son pays un acteur majeur au niveau mondial sur le plan économique, sur celui de l'innovation et même du sport et du tourisme.

Les projets les plus modernes et les plus ambitieux sortent de terre et la stratégie saoudienne de rayonnement au niveau mondial embrasse tous les domaines. En attestent ainsi les candidatures de l'Arabie saoudite à l'organisation de la Coupe du monde de football de 2034, des jeux asiatiques d'hiver de 2029 ou bien la candidature à l'accueil de l'exposition universelle de 2030.

Cette frénésie de projets prestigieux pourrait laisser penser que ce pays est avant tout tenté par une opération de relations publiques de très grande

ampleur, permise par des ressources financières importantes, et destinée à asseoir son statut sur la scène internationale.

Mais en tant que présidente du groupe d'amitié parlementaire France-Arabie saoudite, je peux aussi attester que ces transformations impressionnantes ont aussi lieu sur la scène intérieure de ce pays dont l'évolution se fait à toute vitesse.

Des changements sociétaux : l'Arabie saoudite d'aujourd'hui ne ressemble en rien à celle que j'ai connu lors d'un déplacement avant même le début de mon premier mandat. En matière de droit et de liberté des femmes, même si certains observateurs jugent ces progrès trop lents, la situation a bien évolué. Le pouvoir, longtemps très rigoriste, impulse des libertés inédites pour les femmes dont l'un des symboles a été le droit de conduire. Aujourd'hui, même à Riyad, les femmes ne sont plus toutes voilées. Ce pays est très jeune et a soif de libertés et de loisirs. Je rappelle qu'il n'y avait pas de cinéma il y a quelques années encore, et qu'il y a 6 ans, la police



des mœurs détruisait les instruments de musique. Aujourd'hui, ce sont des DJ internationaux qui viennent jouer en Arabie saoudite !

Des évolutions administratives et économiques favorables aux échanges économiques : le Royaume met en place depuis quelques années toute une série de réformes améliorant le climat des affaires et facilitant les investissements étrangers. Cela se ressent notamment lorsque l'on rencontre la communauté française, essentiellement présente du fait de la très bonne santé de nos relations économiques. Le pays attire de ce fait de plus en plus de Français et compte 3 lycées français, 4 alliances françaises et un club d'affaires franco-saoudien très dynamique !

Une ouverture sur le monde : c'est sans doute cela qui est le plus marquant. L'Arabie saoudite s'ouvre sur le monde et commence à accueillir des touristes internationaux sur des sites fabuleux tels qu'Al Ula qui étaient interdits il y a encore quelques années. Des visas touristiques, et il s'agit d'une révolution, sont désormais accessibles en ligne ! Le pays, volontiers ouvert autrefois au tourisme d'affaires ou religieux, s'emploie à attirer les visiteurs sur ses sites archéologiques, historiques et projette même de créer une nouvelle riviera non loin du détroit de Tiran. Cette ouverture se vérifie dans tous les secteurs comme dans celui du cinéma où le « Red Sea international film festival » en est à sa troisième édition ! Elle se manifeste aussi par l'accueil réservé aux étrangers qui s'y installent, et notamment aux Français qui sont très appréciés !

Ce sont tous ces changements que je souhaite faire découvrir non seulement aux députés membres du groupe d'amitié France-Arabie saoudite, mais aussi au plus grand nombre et notamment aux entrepreneurs français.

Un déplacement d'une délégation du groupe d'amitié parlementaire est ainsi organisé du 3 au 10 décembre prochain et permettra d'approfondir les relations politiques et parlementaires entre nos deux pays et, je l'espère également, d'impulser des coopérations au niveau de la société civile, notamment entre les milieux de la culture ou entre les jeunes des deux pays.

Je suis très engagée depuis le début de mon premier mandat à promouvoir le développement international de nos entreprises. J'ai été rapporteure pour avis sur le budget alloué à notre commerce extérieur et à notre diplomatie économique en 2020 et 2021 et j'ai plaidé dans mes rapports pour que les députés puissent accompagner nos entreprises à l'international. Je suis donc très heureuse de participer à l'ouverture d'un événement destiné aux entrepreneurs intéressés par le marché de la santé en Arabie saoudite qui aura lieu le 4 décembre à Riyad. Organisé avec Bertrand Besancenot - qui a été ambassadeur de France auprès du Royaume saoudien pendant 9 ans - ESL & Rivington, je ne puis qu'encourager les entreprises françaises à participer à cet événement qui leur permettra de rencontrer des décideurs de premier plan et de se lancer à la conquête de ce marché saoudien en plein essor.

N'hésitez pas à nous contacter si vous êtes intéressés par la journée du 4 décembre organisée en Arabie saoudite ●

REGARD D'EXPERT

Premières conséquences diplomatiques de la guerre à Gaza

Par Bertrand Besancenot



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français.

Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

2 / la normalisation avec Israël

Le 7 octobre a également gelé les progrès des accords d'Abraham, qui visent à établir une nouvelle architecture sécuritaire et économique incluant principalement les États du Golfe et Israël, et intégrant progressivement ce dernier dans la région. Cependant, ce processus de normalisation porte atteinte au principe d'échange du territoire contre la paix, consacré dans les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et réitéré dans l'Initiative de paix arabe de 2002.

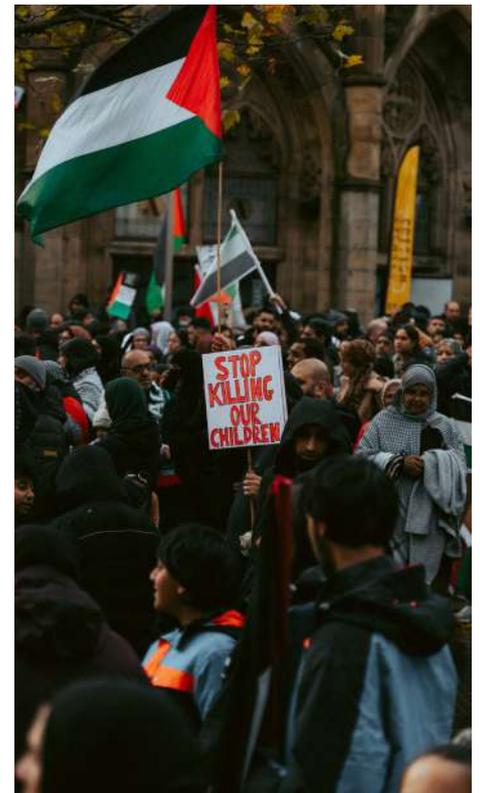
L'annonce récente de la création d'un corridor commercial Inde-Moyen-Orient-Europe lors

L'attaque surprise du Hamas le 7 octobre a perturbé certaines des dynamiques qui ont façonné la politique au Moyen-Orient ces dernières années :

1 / le conflit israélo-palestinien

La première dynamique, et la plus évidente, est la perception erronée selon laquelle la question palestinienne n'a plus d'importance pour les Arabes et que la stabilité dans la région est possible même si les Palestiniens souffrent toujours d'une occupation brutale. La réaction dans les rues arabes montre que l'injustice à laquelle sont confrontés la Palestine et les Palestiniens reste un problème majeur susceptible d'alimenter la colère populaire dans toute la région. Cela explique la forte réaction contre Israël de la part des gouvernements arabes, même les plus complaisants à l'égard d'Israël. Le conflit à Gaza a ramené la Palestine au centre du débat public et ravivé les appels en faveur d'une solution politique au problème palestinien, connue sous le nom de solution à deux États.

La crise a également alimenté un sentiment anti-occidental croissant lié au soutien apparemment sans réserve au bombardement de Gaza par Israël. Ces accusations de « deux poids, deux mesures » sapent également les efforts diplomatiques occidentaux visant à obtenir le soutien du Sud à l'Ukraine et la nécessité de maintenir un ordre international fondé sur des règles.





du dernier G20 ne fait que souligner le fait que le principal sponsor de ces accords (les États-Unis) se concentre sur la région du Golfe, laissant, le Levant et les Palestiniens sur le fond de la route. Ces derniers se sont donc retrouvés sans soutien régional, laissant l'Iran combler le vide, comme seul véritable soutien à la cause palestinienne.

Le pilier le plus important de ce nouvel ordre régional devait être la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et Israël, dont les négociations ont été suspendues après le 7 octobre. La reprise éventuelle des pourparlers israélo-saoudiens dépendra – outre des accords sécuritaires demandés par le royaume aux États-Unis – de la cessation des hostilités à Gaza, des efforts pour renforcer l'Autorité Palestinienne (y compris à Gaza) et de la forme à venir du gouvernement israélien (probablement sans Netanyahu).

3 / l'influence iranienne

Une troisième tendance que le 7 octobre a changé était que les efforts déployés par l'Iran au fil des décennies pour consolider son influence régionale commençaient à porter leurs fruits. Plus tôt cette année, l'Arabie saoudite et l'Iran ont rétabli leurs relations diplomatiques, reflétant la reconnaissance implicite par Riyad du réseau d'acteurs non étatiques pro-iraniens dans des pays clés du Moyen-Orient, dont la Syrie, l'Irak, le Liban et le Yémen. Les dirigeants saoudiens sont désormais disposés à traiter de manière pragmatique avec Téhéran, dont l'influence régionale était jusqu'ici assimilée à celle d'un « serpent ». Parallèlement, les négociations entre les États-Unis et l'Iran ont

progressé, avec un accord prévoyant la libération de cinq Américains ayant la double nationalité en échange du dégel de 6 milliards de dollars d'avoirs iraniens en Corée du Sud.

En même temps, l'Iran avait utilisé ses milices dans la région pour encercler Israël avec des lignes de dissuasion successives à partir du Liban, de Gaza, de la Syrie, et plus loin de l'Irak et du Yémen.

Aujourd'hui tout cela est menacé, même si la guerre à Gaza a réussi – conformément aux objectifs iraniens – à remettre la question palestinienne au centre de l'actualité et à suspendre le dialogue israélo-saoudien. Téhéran, face à la détermination israélo-américaine, a préféré ne pas engager à ce stade le Hezbollah dans le conflit à Gaza, afin d'éviter un embrasement général qui l'aurait entraîné dans la guerre et risqué de lui faire perdre son influence acquise au Moyen-Orient.

Le succès opérationnel du Hamas a conduit la zone au bord d'un conflit régional, et potentiellement mondial. Le nombre croissant de victimes parmi les Palestiniens et les importantes destructions à Gaza exercent cependant une pression forte sur la stratégie iranienne de « l'unité des fronts ». Téhéran ne souhaite pas être impliqué directement dans le conflit, mais après avoir unifié ses alliés au Liban, à Gaza, en Syrie et en Cisjordanie dans leur lutte contre Israël, il ne peut pas non plus se permettre de ne rien faire si le Hamas est éliminé. D'autre part les Iraniens savent que toute intervention massive du Hezbollah pourrait être catastrophique si elle menaçait directement les atouts régionaux qu'ils ont mis plus de trois décennies à

construire. Pour résoudre ce problème, le Hezbollah a adopté une forme d'escalade avec Israël le long de la frontière sud du Liban. Jusqu'à présent, l'escalade est restée contenue, le discours très attendu du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, confirmait cette orientation. Cependant, des groupes pro-iraniens d'Irak, du Yémen et de Syrie ont commencé à mener des attaques directes contre Israël, plaçant la région sur une pente glissante qui pourrait déclencher un conflit plus large.

C'est la raison pour laquelle la diplomatie américaine cherche apparemment à tempérer les ardeurs maximalistes de Netanyahu et de ses alliés, afin d'éviter un embrasement de la région qui aurait un impact très négatif sur l'économie mondiale et la stabilité internationale ●

REGARD D'EXPERT

#6Novembre11h25 : une date qui fait la différence pour parler des inégalités salariales ?

Par Pierre Bellagamba



Lors de ses différentes expériences tant en agence, que chez l'annonceur, Pierre s'est spécialisé en Social Media, enjeux publics et communication corporate. Il a notamment travaillé pour des entreprises comme la RATP, la Société du Grand Paris ou encore au sein du groupe Havas.

Depuis huit ans, la newsletter féministe Les Glorieuses propose un hashtag pour marquer l'importance de l'enjeu des inégalités salariales entre les femmes et les hommes. Cette année, le hashtag choisi était #6Novembre11h25, date à laquelle les femmes « commencent à travailler gratuitement » et qui évolue chaque année en fonction de l'écart salarial global entre les deux sexes. Cet événement est l'occasion d'une campagne de sensibilisation en faveur de l'égalité salariale, qui provoque de nombreux débats sur les réseaux sociaux et qui fait sa place dans le monde politique.



Exemple de post de la Newsletter Les Glorieuses sur cette date

Une journée symbolique critiquée pour sa méthodologie incertaine

La détermination de cette date se fait par un calcul global de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes. En France, selon Les Glorieuses, il est de 15,4%, et la moyenne européenne est de 12,7% (source Eurostat – 2021). Il s'agit d'un écart total, tous métiers confondus et qui n'est pas obtenu à volume de travail égal.

Cette méthodologie est critiquée et combattue car, comme le note France Info, à poste comparable et temps de travail égal, l'écart salarial se réduit à 4%. D'où une multiplication des « notes de contexte » sur X / Twitter, outil de modération collective des contenus vanté par Elon Musk. Permettant de « corriger » une information, d'ajouter des éléments d'explication, elles sont devenues le véritable enjeu politique car elles re-cadrent le discours de certains journalistes, médias, ou politiciens à l'instar de la féministe Sandrine Rousseau, connue pour ses déclarations chocs.



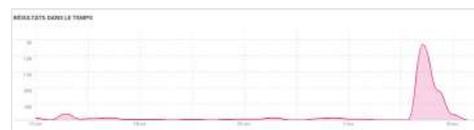
Exemple de notes sous les posts qui ont relayés le hashtag #6Novembre11h25

La critique et la nuance de ce chiffre passe aussi par de nombreux posts et articles remettant en cause cette date symbolique, en nuancant l'écart salarial affiché par Les Glorieuses, voire, pour certains acteurs particulièrement marqués idéologiquement, en niant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes.



Exemple de critiques des internautes

Un marronnier médiatique qui donne l'occasion de parler plus largement des inégalités de genre



Analyse du nombre de mentions des mots clés « inégalités femmes hommes » depuis 1 mois sur Twitter, TikTok et YouTube.

Comme on peut l'observer sur ce graphique, la question des inégalités entre les femmes et les hommes passe sur le devant de la scène au moment du lancement du hashtag #6Novembre11h25 avec près de 3 300 mentions et 17 100 engagements sur X, Tik Tok et YouTube. Cette date, qui évolue d'année en année, est un marronnier qui permet à la newsletter féministe ainsi qu'à l'opinion publique de discuter de ce sujet et de créer le débat sur la question de l'égalité entre les sexes.

Allant du soutien à un congé parental payé de manière équivalente pour les deux parents à la revalorisation des salaires des emplois où les femmes sont les plus nombreuses, en passant par l'application du « principe d'éga-conditionnalité » pour l'accès aux marchés publics ou l'obtention de subventions publiques liées au respect de l'égalité salariale au sein de sa structure, de nombreuses revendications bénéficient alors d'un coup de projecteur permis par l'établissement de cette date symbolique. Ce concept contribue ainsi à la réflexion du grand public sur le choix de société dans laquelle il souhaite évoluer, et de prendre conscience des inégalités qui peuvent découler des décisions prises - ou non - pour les corriger.



Exemple de post parlant des inégalités salariales

Une date avant tout utile à des opérations de communication politique ?

Nous pouvons enfin noter le chemin parcouru par ce combat dans la sphère médiatique et sur les réseaux sociaux au regard de la reprise massive du hashtag #6Novembre11h25 et du sujet de l'égalité salariale par la classe politique, de l'opposition à la majorité présidentielle. Une normalisation telle

que le hashtag a été repris publiquement par la Première Ministre Elisabeth Borne, dans une publication qui promet de veiller à traiter les différentes thématiques relatives à l'égalité femmes-hommes. In fine, la réalité statistique des inégalités salariales entre les femmes et les hommes importe peu ici. L'objectif de communication ainsi atteint est surtout de créer un électrochoc et de forcer les acteurs du monde politico-médiatique à en discuter et à envisager des solutions réglementaires concrètes ●



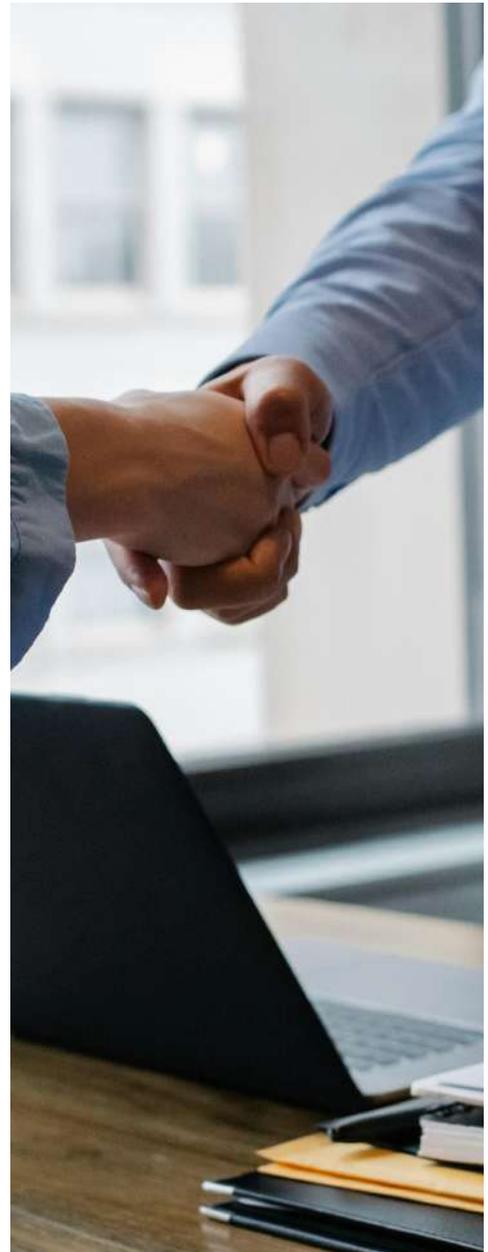
Exemple de prise de parole d'un élu local



Exemple de prise de parole sur le sujet par le gouvernement



Exemple de prise de parole dans le milieu syndicale



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.